L'accord de sécurité en bonne voie

Gérald Papy

Mis en ligne le 17/10/2008

Conclu entre les Irakiens et les Américains, il doit être approuvé par le Parlement. Il prévoit le retrait des troupes américaines actuelles pour fin 2011. Sauf surprise.

C'est la dernière ligne droite pour la finalisation de l'accord de sécurité entre le gouvernement irakien et les Etats-Unis, arrangement qui doit aboutir au retrait des troupes américaines au 31 décembre 2011. Le Département d'Etat américain a déclaré jeudi être encore en discussion avec le gouvernement irakien, sur un texte qui a déjà fait l'objet de longues et laborieuses négociations. Au plan irakien, en tout cas, il devrait être adopté prochainement par le Conseil de sécurité nationale, qui rassemble des membres de tous les partis politiques, et par le Parlement. Trois membres de la Commission de la Sécurité et de la Défense de l'assemblée irakienne étaient en visite cette semaine à Bruxelles, pour y rencontrer des responsables de l'Union européenne et de l'Otan. Jeudi, ils ont détaillé, devant quelques journalistes, les modalités de ce plan.

Les discussions entre Américains et Irakiens ont longtemps achoppé sur des points fondamentaux : le retrait et son calendrier, la responsabilité des soldats américains en cas de faits répréhensibles, l'idée d'une présence limitée mais permanente... L'objectif des dirigeants irakiens, ont expliqué, à Bruxelles, Hadi al Ameri, président chiite de la Commission parlementaire, Abdelkrim Samaraï, son vice-président sunnite, et Feryad Ravandouzi, son vice-président kurde, était de préserver la souveraineté nationale, de garantir le contrôle par les Irakiens des forces armées et d'obtenir un plan clair de retrait des troupes étrangères.

Trois grandes étapes

Résultat : un processus en trois étapes. A partir de début 2009, une nouvelle réduction des effectifs de l'armée américaine sera mise en route. A la mi-2009, les forces américaines se retireront de toutes les villes. Enfin, au 31 décembre 2011, tous les effectifs déployés depuis la guerre de 2003 devront avoir quitté le pays. Pour autant, il n'y aura pas nécessairement plus aucun soldat américain en Irak. Mais toute présence au-delà de cette date devra faire l'objet d'une négociation avec le gouvernement et d'une approbation par le Parlement de Bagdad, a insisté le président de la Commission de la Défense, Haid al Ameri. Autre hypothèque levée : les soldats américains seront soumis à la législation des Etats-Unis à l'intérieur de leurs bases, à la loi irakienne en cas de délits en dehors de celles-ci.

M. al Ameri et ses collègues, qui représentent ensemble les trois grandes communautés de la population irakienne, ont salué le climat de leur rencontre avec le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer. Au centre de leurs discussions, une coopération

renforcée en vue de la formation de l'armée irakienne. Car, selon les parlementaires, les problèmes pendant des forces de sécurité irakiennes ne tiennent pas à leur nombre mais bien à leurs aptitudes et de leurs équipements. Les effectifs du ministère de l'Intérieur s'élèveraient à 400000 personnes; ceux du ministère de la Défense entre 200000 et 250000; enfin ceux du département chargé de la protection des infrastructures, pétrolières notamment, à 100000 unités... L'Irak a donc théoriquement la capacité d'assurer sa sécurité sans le concours de l'allié américain. L'accord avec Washington, a encore précisé Hadi al Ameri, concerne strictement les militaires de l'armée américaine et les civils qui travaillent à son service, mais pas les agents des sociétés privées de sécurité, dont les activités seront régies par une loi, elle aussi, sur le point d'être adoptée.